



Le Développement Durable dans un Monde en mutation

Dr/Hala Helmi Al-Saïd
Ministre de la Planification et du Développement économique

Au cours des dernières années, le monde a connu une accélération des conditions et des changements économiques, sociaux et géopolitiques, peut-être inédits depuis des décennies, qui ont commencé au début de 2020 avec la propagation de la pandémie de covid-19 menaçant l'humanité et amenant le monde dans un état de verrouillage complet, ce qui a entraîné la perturbation des chaînes d'approvisionnement, la contraction du commerce mondial et le ralentissement des taux de croissance économique, exposant des millions de personnes dans le monde aux risques de chômage et de pauvreté.

Dès que la gravité de cette pandémie a commencé à s'atténuer et que l'économie mondiale a commencé à se redresser, comme en témoignent de nombreux indicateurs positifs, notamment l'escalade des taux de croissance économique et du commerce mondial, une autre crise de nature géopolitique est réapparue avec le déclenchement de la guerre russo-ukrainienne, dont les répercussions ont touché tous les pays du monde sans exception et ont amené l'économie mondiale dans une période de stagflation en raison de la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, et au cours de cette crise, les effets négatifs de la récession économique et de la complexité des problèmes d'endettement, en particulier sur les marchés émergents, étaient étroitement liés à des taux d'inflation sans précédent, et tout cela était entouré d'incertitude et d'ambiguïté.

Ces crises se sont combinées pour affecter négativement les efforts des gouvernements et leur marche vers la réalisation des Objectifs de Développement Durable et ont conduit à un creusement du déficit de financement du développement dans les pays en développement et même dans les pays développés, qui jouissent depuis longtemps d'un espace financier, de sorte que le problème du financement du développement n'est plus seulement lié au problème de la répartition des ressources disponibles vers des projets qui accélèrent la mise en œuvre des objectifs de l'ONU, mais il y a aussi une pénurie du montant des financements disponibles dans le monde entier, en particulier avec les charges supplémentaires imposées par les crises successives et leurs exigences en matière d'augmentation des dépenses de santé, d'éducation et d'infrastructures technologiques, avec une hausse notable des taux d'inflation, outre les questions environnementales, la nécessité pour les pays de construire de vastes plans de relance financière, qui constituent l'un des piliers les plus importants des efforts déployés par les pays pour faire face aux répercussions de ces crises successives et parvenir à la reprise.

Ces défis sont survenus à un moment où l'État égyptien a déjà parcouru un long chemin depuis les réformes et les efforts sérieux qu'il a entamés il y a huit ans dans le but de parvenir à un développement global et durable grâce au lancement de «La Vision de l'Égypte 2030» en février 2016, qui représente les mises à jour pour suivre la réalité et les développements : La

version nationale des objectifs de l'ONU pour parvenir au Développement Durable ainsi que la mise en œuvre de la première phase du programme national de réforme économique et sociale depuis novembre 2016, qui comprenait l'adoption de nombreuses réformes institutionnelles et législatives et des mesures d'incitation afin de créer un environnement des affaires et l'expansion des projets d'infrastructure inévitables à ce stade, et qui ont suivi la période de troubles politiques et économiques de 2011 et ont imposé que l'État joue le rôle principal pour stimuler l'économie et restaurer la confiance dans l'économie nationale, encourager les investissements locaux et étrangers et réaliser des percées affectant positivement la vie des citoyens en injectant d'énormes investissements dans un temps rapide avec des taux de réussite élevés et en pénétrant dans des secteurs dans lesquels le secteur privé n'est peut-être pas prêt à investir au cours de cette étape importante de l'histoire du pays.

L'État s'est également efforcé de poursuivre ces réformes en commençant la mise en œuvre du programme national de réformes structurelles en avril 2021, visant à transformer le cours de l'économie égyptienne pour devenir une économie productive basée sur la connaissance avec des capacités compétitives dans l'économie mondiale afin d'encourager une croissance inclusive, créer des emplois productifs décents, diversifier et développer les modèles de production, réinstaller l'industrie locale, accroître la compétitivité des exportations égyptiennes, améliorer l'environnement des affaires et renforcer le rôle du secteur privé en facilitant et en développant le commerce, en créant un environnement favorable à la concurrence, en organisant des partenariats de développement avec le secteur privé, tout en fournissant des mécanismes qui renforcent cela, notamment le Fonds Souverain d'Investissement de l'Égypte pour le Développement. Ce dernier est le partenaire d'investissement optimal pour le secteur privé, d'autant

Il y a une pénurie du montant des financements disponibles dans le monde entier, en particulier avec les charges supplémentaires imposées par les crises successives et leurs exigences en matière d'augmentation des dépenses de santé, d'éducation et d'infrastructures technologiques, avec une hausse notable des taux d'inflation

plus qu'il fonctionne selon une loi spéciale lui accordant la flexibilité de mettre en œuvre des investissements dans de multiples secteurs et en sortant de manière optimale pour maximiser leur valeur. En octobre 2022, l'État a adopté le document « Politique de propriété de l'État », qui explique aux investisseurs le rôle de l'État dans divers secteurs en tant que régulateur de l'activité économique conformément aux mécanismes du marché et comment faire sortir l'État des activités dans lesquelles le secteur privé assumera le rôle le plus important, comme diverses industries et infrastructures dans son concept large, y compris la santé et l'éducation, en plus des infrastructures et communications traditionnelles. En effet, ce document contribue à créer un environnement fertile et stimulant pour l'investissement et le développement et vise à accroître les investissements locaux et étrangers ainsi que l'efficacité et l'efficacité des investissements publics.

De plus, le pays poursuit son orientation sérieuse vers la transformation de l'économie verte et la préservation de l'utilisation durable des Ressources Naturelles, en accueillant - au nom de l'Afrique - une Version historique et unique lors de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur les changements climatiques (COP27) à Charm el-Cheikh en novembre 2022, étant donné que l'État adopte des normes de durabilité environnementale visant à ce que les projets verts représentent 40% du plan d'investissement de l'État pour l'exercice 2022/2023/ et 50% du plan pour l'année 2024/2025/. De plus, une coordination et une coopération avec le secteur privé sont en cours pour adopter ces normes, comme en témoigne le lancement de nombreux projets dans divers secteurs, en particulier les infrastructures, les transports intelligents et les nouveaux projets de production d'énergie et d'énergies renouvelables, y compris le projet Bunyan, le plus grand et le plus important projet d'énergie solaire au monde ces dernières années.

L'État égyptien cherche également à maximiser les avantages de la richesse humaine dont il jouit en cherchant à intensifier les investissements dans les personnes, et ce en élargissant les programmes de formation et de renforcement des capacités pour les jeunes et les femmes et en se tenant au courant des développements observés par l'économie mondiale, notamment dans le domaine des emplois d'avenir, pour utiliser au maximum les jeunes ressources humaines et diriger le potentiel inhérent aux jeunes afin de répondre aux exigences de l'époque et renforcer les efforts visant à parvenir à un développement global, tout en prenant des mesures sérieuses pour accroître l'efficacité et la flexibilité du marché du travail, réhabiliter le système d'enseignement technique et de formation professionnelle, encourager l'entrepreneuriat et la création de petites et moyennes entreprises dans le but d'offrir plus de possibilités d'emploi, combler le fossé entre l'offre et la demande d'emplois et poursuivre les programmes de développement du capital humain en augmentant les investissements dans les programmes d'éducation, de santé et de protection sociale.

En fait, les réformes sérieuses réalisées par l'État égyptien ont renforcé la capacité de l'économie à relever les défis et ont permis à l'économie égyptienne l'espace financier nécessaire pour élargir les réseaux de protection sociale, offrir des opportunités de développement complètes à tous, poursuivre la mise en œuvre de projets nationaux et d'initiatives de développement et mobiliser les ressources et les énormes financements requis par ces initiatives, notamment l'initiative « Vie Décente » lancée par le Président de la République en janvier 2019 en tant qu'initiative globale visant à faire un saut qualitatif dans la vie de millions d'Égyptiens. Cette initiative, qui est la plus importante de l'histoire de l'Égypte et du monde en termes de valeur de son financement et de nombre de bénéficiaires, couvre tous les Objectifs de Développement Durable, car elle vise à améliorer les conditions de vie des habitants du village en améliorant la qualité des Services de Développement Humain (Éducation / Santé / Services Sportifs et Jeunesse / Services Culturels ...etc.), assurer la protection et le bien-être social, améliorer le niveau des infrastructures et des Services urbains (Services d'eau potable et d'assainissement, routes pavées et logements adéquats), faire progresser le développement et accroître les possibilités d'emplois productifs et décents en stimulant les investissements, en accordant des financements concessionnels pour de petits projets et en développant les services de formation professionnelle, ce qui renforce les efforts de l'État pour fixer des Objectifs de Développement Durable et parvenir à un développement régional équilibré, qui est l'un des principaux piliers de la Vision de l'Égypte 2030. Par conséquent, l'initiative a reçu les éloges des organisations internationales, de sorte qu'elle a été enregistrée sur la plate-forme des accélérateurs pour atteindre les Objectifs des Nations Unies en juillet 2020 et sur la plate-forme des meilleures pratiques internationales en juillet 2021 du Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies (UNDESA) pour plusieurs considérations, notamment l'étendue de la couverture géographique de l'initiative, l'inclusion de l'initiative pour tous les Objectifs de Développement Durable et parce qu'elle vise à obtenir des résultats spécifiques vérifiables et mesurables et à fournir des mécanismes de contrôle et de suivi dans le but d'assurer la Transparence et la Responsabilité sur la base du principe de la participation communautaire et de la pleine coordination entre toutes les agences concernées, que ce soit au niveau de la planification, du financement et de la mise en œuvre ou du suivi.



En effet, les résultats positifs et les indicateurs obtenus malgré les graves crises et défis auxquels l'Égypte et le monde sont confrontés, sont associés à un effort déterminé de l'État égyptien à travers des approches globales et des mesures immédiates, à moyen et à long terme pour transformer ces défis en opportunités contribuant à une reprise rapide de l'économie et renforçant sa résilience face aux défis futurs, car l'État égyptien est pleinement conscient que nous avons encore d'autres défis à relever selon une volonté et une responsabilité collectives, notamment la croissance démographique croissante

En lien avec le succès obtenu par l'initiative « Vie Décente » et d'autres initiatives de développement mises en œuvre par l'État, l'économie égyptienne a déjà atteint, malgré de sérieux défis, un certain nombre d'indicateurs positifs, notamment atteindre un taux de croissance supérieur à 5% pour certaines années et atteindre 6,6% au cours de l'exercice 2021/2022/, soit le taux de croissance le plus élevé depuis 2008, avant de baisser légèrement au premier semestre de cette année 2022/2023/ pour atteindre 4,2% en raison des changements et des crises géopolitiques dont le monde a été témoin, les taux de chômage ont également diminué à environ 7,1% au premier trimestre de l'année 2023. En général, grâce aux efforts de développement de l'État égyptien, le pays a maintenu sa performance positive dans l'indice de réalisation des Objectifs de Développement Durable et a obtenu un score de 68,7% sur 100 dans l'indice général en 2022 contre un score de 68,6% en 2021 et s'est classée 87e sur 163 pays inclus dans l'indice en 2022, malgré la baisse de la moyenne régionale pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord de 67,1 en 2021 à 66,7 en 2022. De plus, le classement de l'Égypte a connu une augmentation selon le Rapport sur le développement humain dans le monde, où l'Égypte a bondi de 19 places (de la 116e place du rapport de l'année dernière à la 97e place pour 2021/2022/), ainsi l'Égypte a maintenu son classement parmi le groupe des pays à développement humain élevé. Cela est dû au classement élevé de l'Égypte dans les sous-indicateurs liés à un niveau de vie décent, à la croissance économique, au travail sérieux et à une éducation de qualité. En effet, les résultats positifs et les indicateurs obtenus malgré les graves crises et défis auxquels l'Égypte et le monde sont confrontés, sont associés à un effort déterminé de l'État égyptien à travers des approches globales et des mesures immédiates, à moyen et à long terme pour transformer ces défis en opportunités contribuant à une reprise rapide de l'économie et renforçant sa résilience face aux défis futurs, car l'État égyptien est pleinement conscient que nous avons encore d'autres défis à relever selon une volonté et une responsabilité collectives, notamment la croissance démographique croissante, qui augmente le déséquilibre entre la population et les ressources disponibles et se reflète négativement sur les rendements de développement par habitant. Nous considérons toujours ce défi comme un choix des peuples entre un avenir où les taux de dépendance augmentent, puis l'écart entre les ressources et les besoins de la population augmente, et par conséquent le rendement par habitant du développement diminue, et un autre avenir qui prend en compte cet équilibre souhaité, dans lequel chaque enfant a une opportunité appropriée pour obtenir ses droits de manière optimale, que ce soit dans le service de santé, une bonne éducation ou un logement décent.

En conclusion, il reste à souligner que l'État égyptien est engagé, dans ses efforts pour relever les défis et parvenir à un développement global et durable qu'il considère comme une responsabilité collective que chacun partage dans ses efforts pour atteindre et bénéficier de ses revenus, à maintenir une croissance équilibrée, à réformer la structure de l'économie et à protéger les groupes les plus vulnérables, ainsi qu'à adhérer aux principes fondamentaux qu'il a établis dans la planification du développement sur la base d'une approche participative assurant un dialogue continu et une action conjointe entre le gouvernement, le secteur privé et la société civile, tout en soulignant l'engagement de l'État en faveur du droit au développement, qui est au cœur de l'orientation de développement plus large et plus globale de l'État égyptien pour garantir les Droits de l'Homme.